

Communication de  
Marie-Andrée BERTRAND  
Criminologue et présidente du  
Comité Égalité des femmes  
Université de Montréal

## La présence «physique» des femmes dans les collèges au Québec

Commençons par la question la plus facile et aisément cernable de la présence physique des femmes dans les collèges. Quelle est-elle vraiment dans ces institutions où commence l'enseignement supérieur?

Vous connaissez sûrement mieux que moi la composition par sexe des populations étudiantes, et la sur-représentation ou la sous-représentation des femmes dans certains secteurs de l'enseignement.

Je n'ai pas l'intention de m'étendre aujourd'hui sur ce problème grave, sinon pour signaler qu'il reproduit les différences selon le sexe engendrées par la représentation des femmes à d'autres niveaux et, par exemple, au niveau des personnels mêmes dans les collèges. C'est une affaire de modèles. En effet, la composition des effectifs étudiants est, le plus souvent, le reflet en miroir de la composition des corps enseignants, des personnels professionnels et cadres... quand elle n'est pas l'effet direct des préjugés des conseillers en orientation qui guident les étudiantes vers des choix traditionnels souvent moins prestigieux.

Parlons donc des personnels.

Le tableau 1, ci-dessous, présente la répartition des personnels par catégories d'emploi, selon le sexe, en 1985-1986, dans les collèges au Québec. Il est déjà éloquent.

## LE SEXE DES COLLÈGES

### Introduction

J'ai utilisé, comme titre pour cette brève communication, l'expression que j'ai créée récemment (*Possibles*, 11, 4, 1987, p. 71-83) à propos des universités et de la place qu'elles font aux femmes; une expression qui en choque plusieurs par son caractère rude et cru, mais qui a le mérite de poser d'entrée de jeu la question et le problème que nous voulons soulever aujourd'hui. Une expression qui permet aussi d'embrasser d'un seul coup toute la question à l'étude, c'est-à-dire non seulement le problème de la représentation inéquitable des personnes, selon le sexe, dans ces institutions d'enseignement postsecondaire que sont les cégeps, mais aussi et surtout, le problème de l'orientation des connaissances et celui des mentalités qu'il faut absolument toucher. C'est dans tous ces sens que je parlerai du sexe des collèges.

TABLEAU 1

Répartition en nombre (d'individus) du personnel des organismes collégiaux selon la catégorie d'emploi et le sexe, ensemble des cégeps, 1985-1986

Pourcentage de femmes par catégorie d'emploi;  
Répartition en % des personnes de chaque sexe par catégorie d'emploi

CATÉGORIE D'EMPLOI	Nombre				Répartition (%) par catégorie d'emploi	
	FEMMES	HOMMES	TOTAL	% DE FEMMES	FEMMES	HOMMES
CADRES	60	532	592	10,14	1,03	5,33
PERSONNEL DE GÉRANCE	54	199	253	21,34	0,93	1,99
PROFESSIONNEL	190	509	699	27,18	3,27	5,10
ENSEIGNANTS (régulier)	3118	6380	9498	32,83	53,71	63,91
ENSEIGNANTS (aux adultes)	2	1	3	---	0,03	0,01
TECHNICIENS	495	756	1251	39,57	8,53	7,57
ASSISTANTS TECHNICIENS	56	205	261	21,46	0,96	2,05
PERSONNEL DE BUREAU	1735	344	2079	83,45	29,89	3,45
OUVRIERS	1	332	333	0,30	0,02	3,33
PERS. D'ENTRETIEN ET SERVICE	94	725	819	11,48	1,62	7,26
<b>TOTAL</b>	<b>5805</b>	<b>9983</b>	<b>15788</b>	<b>36,77</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

(---) Pourcentage omis parce que fortement influencé par l'effet des petits nombres

On constate que les femmes représentent 84 p. cent du personnel de bureau, la catégorie inférieure et moins bien payée que celle des personnels de métier; 40 p. cent des techniciens; 33 p. cent des enseignants réguliers dans des institutions où les filles représentent plus de 50 p. cent des clientèles étudiantes; 28 p. cent des professionnels (qui incluent, précisément, ces conseillers en orientation dont l'avis est capital pour le choix des carrières...); 22 p. cent des assistants techniciens; 21 p. cent seulement des personnels de gérance et à peine 10 p. cent des cadres.

La pyramide est claire et elle est bien inversée, c'est-à-dire que plus on va vers des emplois responsables, de décision et prestigieux, moins on trouve de femmes. Leur pourcentage s'amenuise avec le niveau d'autorité de la fonction.

Cette répartition ne peut pas être sans effet sur les clientèles étudiantes et sur les modèles sociaux intériorisés. Les garçons et les filles comprennent bien, en voyant fonctionner leur collège, que les postes de direction sont presque totalement aux mains des hommes, les postes bien payés et prestigieux sont rarement ou exceptionnellement le fait des femmes.

C'est dans ces structures, dans ces institutions qui reçoivent quelque 130 000 jeunes que se poursuit la socialisation des femmes au Québec. On voit quels sont les modèles qui opèrent.

Notons, au passage, à titre de consolation, que la représentation féminine chez les étudiants a subi un changement radical par rapport à ce qu'elle était dans les années soixante où les collèges pour filles étaient tellement moins nombreux que ceux auxquels les garçons avaient accès et souvent bien mal supportés par l'État si même ils l'étaient...

Pourtant, il y a fort à parier que dans ces collèges presque toujours dirigés par des religieuses, on trouve souvent une pensée féministe, une véritable éducation à l'autonomie et une inspiration au leadership qui permettaient à un bon nombre de filles d'aspirer à des fonctions d'autorité. Est-ce toujours le cas dans nos collèges mixtes à dominante masculine?

## Les connaissances

J'en viens à la question plus importante de l'orientation générale des connaissances, spécialement en sciences humaines, sociales et de la santé mais même en sciences dites exactes.

Qui de vous a fait l'examen des manuels, syllabus, notes de cours, sous l'angle de leurs biais sexistes? Cette étude a bien été faite pour le primaire et parfois pour le secondaire. Mais au collégial?

Qui de vous se soucie d'inspirer aux collègues, masculins et féminins, le souci d'illustrer leur matière par des exemples sinon féministes au moins neutres et absents de préjugés sexuels?

Qui de vous a proposé de réviser les listes des lectures proposées et imposées dans cette optique?

C'est un fait si bien connu: la science n'est pas neutre, les modèles d'analyse proposés n'incluent pas toujours la réalité de vie des femmes (qu'on pense, par exemple, au fait que la sociologie elle-même a très longtemps été coupable de ne pas même inclure les femmes dans ses études de stratification sociale qui étaient basées, jusque dans les années soixante, sur le seul emploi et la seule scolarité des époux et chefs de famille...).

Nous préoccuons-nous de faire avancer les connaissances sur ce front difficile de leur capacité de rendre compte de toute la réalité humaine et non pas seulement de la réalité masculine?

Quel langage utilisons-nous devant des classes à très forte dominante féminine? Un langage inclusif? Parlons-nous toujours au masculin? Pourquoi?

Quelle analyse critique savons-nous faire de la construction de l'histoire, de l'anthropologie, de la sociologie, de la criminologie, de la psychologie, à partir de la constatation que ces disciplines ont été si souvent muettes sur la réalité humaine de la moitié de la population?

Je reprendrai ici quelques constatations et suggestions élaborées à propos du sexisme de l'université et qui me paraissent, sous certains rapports en tout cas, s'appliquer aux collèges:

### «La science et les femmes»

Trois problèmes nous préoccupent ici:

- les représentants autorisés des divers champs de connaissance scientifique ont bien tardé à reconnaître que pour parler de la condition humaine et du monde en général, il fallait aussi parler des femmes. Même dans les années soixante, de nombreuses études de stratification sociale ignoraient encore complètement les femmes, leur revenu, leur niveau éducatif et les classaient toutes comme épouses ou filles des hommes qui eux «faisaient» les classes sociales;

- les professionnels de toutes catégories, les ingénieurs sociaux et les «hommes» politiques ont longtemps nié qu'il est immoral et illégitime de fonder l'ordre social, juridique, médical, éducatif, pénal, civil, constitutionnel, à partir de la seule vision du monde des hommes, sans égard à celle des femmes;

- les chercheurs n'arrivent pas encore à reconnaître que le point de vue des femmes de science, qui sont parfois des féministes, est essentiel au renouvellement et même au complément de leurs perspectives masculines;<sup>1)</sup>

Et je terminerai par ces recommandations:

«Nous parlons donc ici de l'urgente nécessité: d'études sur la femme; d'études faites au point de vue des femmes (en écologie, en architecture, en urbanisme, en éducation, en psychologie, en médecine, en génie, etc.); d'études faites par des femmes de science.

Progressivement, depuis la fin des années soixante, au Québec comme ailleurs et parfois mieux qu'ailleurs, quelques femmes sociologues, anthropologues, historiennes, criminologues, politologues, philosophes, juristes, médecins, professeuses de littérature française et québécoise, géographes, etc. ont commencé ce travail difficile et souvent bafoué: parler et écrire et faire de la recherche sur les femmes; inclure les perspectives des femmes dans les analyses; inventer un langage et des paradigmes qui rendent compte de leur réalité, relever les silences de la science des hommes, réécrire l'histoire, la sociologie, la science politique, la criminologie, etc.»<sup>2)</sup>

Et nous n'avons même pas touché encore vraiment au problème des mentalités qui sous-tend toute la question de la

<sup>1)</sup> Possibles, 11, 4, 1987, p. 80-81.

<sup>2)</sup> *ibid.*, p. 81.

sous-représentation des femmes dans les postes d'autorité et de l'orientation des filles dans les carrières traditionnelles sans prestige et mal payées...

Aussi, à la question posée: «la scolarisation et la professionnalisation des femmes, est-ce un problème définitivement réglé?», il faut répondre sans hésiter par la négative. Ni les connaissances dispensées, ni les modèles proposés ne permettent aux étudiantes des collèges de se diriger, à effort égal avec les garçons, vers des carrières et dans des voies d'avenir aussi prestigieuses, aussi bien rémunérées.

---

Communication de  
Nicole BRODEUR  
Secrétaire générale associée  
Conseil exécutif  
Secrétariat à la condition féminine

---

## SCOLARISATION ET PROFESSIONNALISATION DES FEMMES

C'est avec grand plaisir que j'ai accepté l'invitation des organisateurs de ce colloque à venir vous entretenir de la situation des femmes au regard des études et du travail.

La réunion de ces deux éléments de discussion dans le même atelier tient sans doute au lien d'interdépendance qui caractérise le monde de l'éducation et celui de l'emploi. En effet, on sait combien la formation scolaire des individus façonne le marché du travail au même titre que ce dernier vient influencer les choix des étudiants.

Transposée au cas spécifique des femmes, cette double question nous amène au double constat suivant: d'une part, l'amélioration de la situation économique des femmes passe par le marché du travail rémunéré et, d'autre part, les chances d'obtenir un emploi augmentent avec le degré de scolarisation qu'elles détiennent.

Cet exposé tentera donc de décortiquer les éléments qui sous-tendent cette problématique et s'articulera autour des trois questions suivantes: où se situent les femmes par rapport aux niveaux de scolarité, quels sont les choix scolaires qu'elles posent et quelle est l'incidence de cette scolarisation sur les emplois qu'elles occupent, particulièrement en ce qui concerne les salaires. Je conclurai finalement par une évaluation globale de cet état de situation.

### La scolarisation des femmes

J'ai dit plutôt que les questions relatives à la scolarité et au travail étaient interreliées. Pour s'en rendre compte, on peut comparer le niveau de scolarisation des femmes dans la population en général et dans la population active. Ce qui se dégage d'une telle comparaison, c'est que celles qui participent au marché du travail sont plus scolarisées que l'ensemble des femmes en âge de travailler. Il y a donc une corrélation positive entre la participation des femmes à la main-d'oeuvre et leur degré de scolarité. Cela se comprend aisément puisque plus les

femmes sont scolarisées, plus leur coût de renonciation est élevé si elles choisissent de rester au foyer.

### • Quelques données

Pour illustrer l'existence de ce lien entre les études et le travail, regardons les taux d'activités des Québécoises selon le niveau de scolarité (voir tableau 1). En 1987, les femmes qui comptaient moins de 9 ans d'études affichaient un taux d'activité de 22,3%; avec un cours secondaire, ce taux montait à 54,6%; celles qui détenaient un certificat ou un diplôme postsecondaire participaient au marché du travail à 73,5%; finalement, avec un grade universitaire, ce taux atteignait 81%. Ce sont d'ailleurs les femmes diplômées des universités qui présentent le taux d'activité le plus rapproché de celui des hommes ayant le même niveau d'études: 81% pour les femmes contre 88,7% pour les hommes.

### • Un portrait général

Qu'en est-il maintenant des niveaux comparatifs de scolarisation des femmes et des hommes au sein de la population active? Ce qu'on remarque à cet effet, c'est que les femmes sont proportionnellement moins nombreuses aux deux extrémités de l'échelle de scolarité, soit parmi le groupe ayant complété moins de 9 ans d'études et celui comptant un grade universitaire. En contrepartie, là où l'on retrouve un nombre de femmes proportionnellement plus élevé, c'est aux niveaux secondaire et postsecondaire (voir tableau 2). Ainsi, dans la population active, 14% des hommes détiennent un grade universitaire contre 12,6% des femmes, tandis que 13,6% des hommes affichent une scolarité de niveau collégial comparativement à 19,1% chez les femmes.

Outre la répartition des femmes entre elles, le «taux de féminité» constitue un indice intéressant pour examiner la place occupée par les femmes à différents niveaux, et dans ce cas-ci à différents niveaux de scolarité. Ce taux se définit comme la proportion de femmes au sein d'un groupe de référence. Sachant que le taux de féminité de la population active est de 42,3% (voir tableau 2), on peut conclure que les femmes sont sous-représentées aux très faibles niveaux de scolarité (taux de féminité: 31,7%) et qu'elles sont sur-représentées au niveau postsecondaire ou collégial (taux de féminité: 50,9%).

Ce portrait général donne une première image somme toute assez positive de l'état de la scolarisation chez les femmes puisqu'on a vu qu'elles sont moins nombreuses en proportion que les hommes à être très faiblement scolarisées, et plus nombreuses à partir du secondaire jusqu'au niveau universitaire, où leur proportion n'est que très légèrement (1,4%) inférieure à celle des hommes.

### Les choix scolaires

Pour compléter ce tableau — et peut-être tempérer notre enthousiasme — il importe de faire une analyse plus qualitative en se concentrant sur les choix scolaires qui sont faits par les étudiantes à chacun des niveaux d'études.

#### • Au secondaire

Regardons d'abord la situation au secondaire. Au secondaire professionnel, puisque les étudiants y font des choix plus « parlants » qu'au secteur général, on constate que les filles ont une propension très marquée à opter pour des champs de spécialisation qualifiés de traditionnellement féminins, tels les services de santé, soins esthétiques, couture et habillement, commerce et secrétariat.

En plus de choisir des métiers traditionnellement féminins, il s'avère que les étudiantes sont concentrées dans très peu de disciplines: à preuve, plus de 80% des filles diplômées au secondaire en formation professionnelle se retrouvent en soins esthétiques et en commerce et secrétariat. Plus de 8 filles sur 10, donc, dans deux secteurs.

#### • Au collégial

Qu'en est-il maintenant des choix d'études au niveau collégial? Il ressort d'abord que les filles sont plus attirées par le secteur professionnel que ne le sont les garçons. Cependant, au cours des 15 dernières années, on remarque une hausse constante du taux de féminité au secteur général en même temps qu'une baisse de ce taux au secteur professionnel. On peut donc faire l'hypothèse que les étudiantes ont de plus en plus tendance à compléter leurs études collégiales dans le but de poursuivre à l'université.

Au secteur général, la concentration des effectifs féminins se retrouve surtout en sciences humaines et en arts, avec des taux de féminité oscillant autour de 60% et 70% respectivement.

Quant au secteur professionnel, on remarque une sur-représentation féminine marquée dans les techniques biologiques, humaines, de l'administration ainsi que dans les arts appliqués (taux de féminité au-dessus de la moyenne). Par contre, les techniques physiques ne comptent qu'un maigre 11% de femmes sur l'ensemble des étudiants (voir tableau 3).

La concentration féminine dans quelques secteurs du collégial professionnel s'observe également par la répartition des femmes entre les grandes familles de techniques. Ainsi, sur l'ensemble des étudiantes au secteur professionnel, 43% ont acquis une formation en techniques de l'administration — à l'intérieur desquelles on retrouve les techniques de gestion de bureau, de secrétariat, de marketing et de finance, pour ne nommer que celles-là, — et 30% en techniques biologiques, où on reconnaît notamment les techniques infirmières, d'hygiène dentaire et de diététique.

Somme toute, près des trois quarts des filles diplômées du collégial professionnel sont cantonnées dans deux familles. Toutefois, à la différence du niveau secondaire, les secteurs ciblés par les étudiantes du collégial offrent une plus grande variété de spécialisations, bien qu'encore passablement teintée par des choix traditionnellement féminins.

#### • À l'université

Finalement, c'est à l'université que les signes sont les plus encourageants pour les femmes. En effet, la croissance du taux de féminité des diplômés est remarquable depuis une quinzaine d'années (voir tableau 4): 1er cycle: de 32,1% en 1972, il est passé à 50,8% en 1986 (une hausse de 58%); 2e cycle: de 27,9% en 1972, il atteint 42,2% en 1986 (une hausse de 51%); 3e cycle: de 12,5% en 1972, il s'élève à 27,7% en 1986 (une hausse de 122%).

Au premier cycle donc, les femmes diplômées commencent à s'imposer en nombre; elles accusent toutefois des retards importants aux niveaux supérieurs, bien que le rattrapage se fasse à un rythme soutenu.

En outre, l'évolution du nombre de femmes diplômées des universités est assez impressionnante: ce nombre a plus que triplé entre 1972 et 1986 alors que chez les hommes, il a moins que doublé au cours de la même période.

Les champs de spécialisation où l'on remarque une forte majorité d'étudiantes (taux de féminité oscillant autour de 65% à 90%) sont les arts, les lettres, les sciences de l'éducation et le secteur paramédical (ce dernier attire une proportion de moins en moins grande de femmes depuis quelques années).

Par ailleurs, il se trouve un certain nombre de secteurs où les femmes prennent de plus en plus de place. À titre d'exemple, entre 1972 et 1986, le taux de féminité de ces disciplines est passé de 20% à 45% en médecine; de 12% à 42% en administration; de 5% à 21% en sciences appliquées.

À l'université, il appert donc que les femmes diversifient davantage leurs choix de carrière. Sur l'ensemble des femmes diplômées des universités, il demeure quand même que 57% d'entre elles se retrouvent dans trois disciplines: les sciences humaines, de l'éducation et de l'administration.

Au terme de cette brève analyse de la scolarisation des femmes, il ressort: que celles-ci ont tendance à prolonger la durée de leurs études; que ce faisant, moins elles se trouvent cantonnées dans un petit nombre de disciplines et plus les progrès dans les secteurs moins traditionnellement féminins sont notables. On décèle donc une tendance positive mais son ampleur reste encore assez timide.

Comment les caractéristiques scolaires des femmes se traduisent-elles au sein du marché du travail? C'est ce que nous allons maintenant examiner.

### Les femmes et le marché du travail

Malgré une amorce de diversification des études chez les femmes, on constate qu'elles sont doublement concentrées sur le marché du travail: dans le secteur des services où la création d'emplois est fort importante; à l'intérieur de ce secteur, dans un petit nombre d'emplois assortis de conditions de travail médiocres où des facteurs, tels le conditionnement social des femmes et les pratiques de gestion des employeurs, jouent un rôle important.